

"Libérer l'argent", une conférence par Till Roeskens, d'après Margrit Kennedy, Silvio Gesell et. al.

(Lire en montrant le livre) : Margrit Kennedy, Libérer l'argent. 1988.

Tout le monde utilise l'argent. Mais peu de gens le comprennent. Ce livre étudie son fonctionnement et expose les raisons des changements incessants qui affectent l'une de nos plus importantes unités de mesure. Il explique pourquoi l'argent fait tourner le monde et pourquoi, en même temps, il le ruine.

La dette du Tiers-Monde, le chômage, la dégradation de l'environnement, sont liés aux mécanismes qui permettent à l'argent de circuler.

Cet ouvrage met les choses en ordre et révèle une possibilité peu connue dont nous disposons. Saurons-nous mettre en oeuvre les changements nécessaires avant ou après la prochaine grande crise ?

Voilà en résumé ce qui est marqué dans l'introduction. Mais c'est faux. En réalité ce livre explique assez peu comment l'argent fait tourner le monde, mais surtout comment il le ruine - et c'est pourquoi je vais d'abord faire un détour par cette brochure, dans laquelle se trouvent plusieurs petites histoires édifiantes. Sous le titre il y a une citation de Henri Ford...

La première histoire est intitulée : Comment rembourser vos dettes avec... rien ?

L'histoire se déroule à Condé-sur-Gartempe. Une jeune femme, d'apparence convenable, bien qu'un peu trop fardée y débarque un vendredi matin.

Elle réserve une chambre d'hôtel pour la nuit à l'Hôtel de la Gare, et comme elle n'a pas de bagage, elle laisse en acompte un billet de 50 €, tout neuf. Puis elle s'en va visiter la ville.

Le pâtissier qui a vu la scène dit au patron de l'hôtel : "Cela fait six semaines que vous me devez 50 € pour la pièce montée que j'ai livrée à l'occasion de la communion de votre fille."

Le patron lui donne le billet de bonne grâce. Comme cette scène a été vue par d'autres, elle se reproduit quatre autres fois, car le pâtissier doit de l'argent au boucher, qui en doit au garagiste, qui, lui, a justement une dette de 50 € auprès d'un représentant de commerce, lequel n'a pas encore payé sa chambre à l'Hôtel de la Gare. Il redonne le billet au patron.

Ce vendredi soir, en rentrant de promenade, la jeune femme annonce, qu'ayant fait une rencontre, elle annule sa réservation. L'hôtelier lui rend son billet. Elle le regarde de près. Elle le tient vers la lumière. "C'est effectivement mon billet." Elle sort son briquet et le brûle. "C'était un faux billet" dit-elle en souriant, se tourne et s'en va.

Et nous restons là, bouche bée, perplexes devant le fait que la circulation d'un faux billet ait autorisé autant de transactions réelles, dans lesquelles personne n'a été lésé. Il semble bien que ce billet ait comblé une carence de pouvoir d'achat à Condé-sur-Gartempe, et qu'en réservant sa chambre, notre jeune héroïne a provisoirement augmenté de 50 € la masse monétaire du village, ce qui a permis à ses habitants de réaliser un chiffre d'affaires cumulé de 250 €. Qu'allons-nous en conclure ? Qu'un billet est valable autant que nous lui accordons notre foi, et que la véritable matière première de l'argent, ce n'est pas du papier ni de l'or, mais de la confiance.

La deuxième histoire se déroule dans des temps fort anciens, dans un petit pays où vivait une population prospère.

Nicolas, le cinquième fils d'un fermier, vient d'atteindre sa majorité. Il va trouver son père et lui dit : "Père, notre ferme n'a pas besoin de bras supplémentaires, mais les habitants du pays regrettent l'absence d'habits de fête. C'est pourquoi je souhaiterais m'établir tisserand."

"Bonne idée", répond son père. "Mais tu sais que je n'ai pas trop d'argent, et il t'en faudra pas mal. Va donc voir, de ma part, le trésorier public."

Ce qui est dit, est fait. Le trésorier public considère la demande, demande à Nicolas combien il lui faut. Celui-ci répond timidement : "100 écus d'or ?" - "Tiens, les voilà, et bonne chance." Ni-

colas se confond en remerciements, s'en va, un peu abasourdi, mais dans le couloir, il est pris d'un doute : "C'est allé trop vite là... il ne m'a dit ni l'échéance de remboursement, ni le taux d'intérêt !" Il revient frapper à la porte pour demander les conditions du prêt. "Mais... Nicolas... nous ne te prêtons pas ces écus, nous te les donnons. L'équilibre de la circulation monétaire est actuellement atteinte dans notre pays : il y a autant d'argent en circulation que de produits. Si tu fabriques de nouveaux produits, il faudra davantage d'argent à nos citoyens, pour qu'ils puissent acheter tes beaux habits. L'argent que nous te donnons pour acheter tes laines, tes teintures, pour subvenir à tes besoins, par tes achats cet argent ira dans leurs poches . Tu serviras la collectivité et l'équilibre subsistera."

Voilà un monde idéal, dans lequel la monnaie serait la propriété de la communauté, émise par ses représentants mandatés. La réalité est un peu différente. Comme disait le Baron de Rothschild : "Qu'on m'accorde le contrôle de la monnaie d'une nation, et je me fiche de qui fait ses lois." C'était bien dit, puisqu'en effet, le contrôle de la monnaie est aujourd'hui dans les mains d'intérêts privés. Avec comme pierre de touche le Traité de Maastricht par lequel les Etat européens ont abandonné tout pouvoir de création monétaire. Certes ils impriment les billets, mais vous savez come moi que l'argent dit "liquide" constitue aujourd'hui une infime partie de l'argent en circulation. Le reste, qui est-ce qui le crée ? Les banques, au moment où ils accordent des crédits.

Quand vous empruntez 1000 € auprès d'une banque, au fond le banquier ne vous prête rien, mise à part sa confiance. L'argent dont il vous crédite ne se trouve pas dans ses caisses. En réalité, ce qu'on appelle prêt est une autorisation de vous procurer des biens et des services auprès de vos concitoyens, à condition de vous engager à produire des biens ou des services à votre tour. Votre compte crédité de 1000 € équivaut à une lettre reconnaissant devant la société que vous vous engagez à travailler, ou si vous êtes plus malin que la moyenne, à profiter du travail des autres, pour produire l'équivalent de 1000€. Le mot crédit signifiant "je crois", le banquier vous dit simplement : "Je compte sur vous, je vous fais confiance. »

En fait le banquier se comporte comme un sage, un arbitre, un juge qui sécurise l'échange. Celui à qui vous

achetez un bien est assuré de pouvoir se procurer un autre bien grâce à votre travail. Or, par principe un acte de justice doit être un acte public et gratuit. De même qu'un juge n'est pas rémunéré en fonction du nombre de personnes qu'il condamne, un banquier ne devrait pas être rémunéré en fonction de la confiance qu'il vous accorde.

Comme disait Maurice Allais, prix Nobel d'économie : "La création de monnaie ex-nihilo par le système bancaire est identique à la création de monnaie par les faux-monnayeurs. Concrètement elle aboutit aux mêmes résultats, seulement ceux qui en profitent sont différents."

Je reviens ici à l'ouvrage de Margrit Kennedy.

Votre argent, disent les banquiers aux épargnants, doit "croître", "se multiplier", déposez-le chez nous pour qu'il "travaille". Mais personne n'a jamais vu de l'argent travailler. Chaque centime qui finit dans la poche d'un investisseur résulte des efforts accomplis par quelqu'un qui a été spolié de cette somme. Comment ?

Par une sorte de "péage privé" appelé intérêt, un droit payé par ceux qui sont dans le besoin à ceux qui sont dans l'abondance. Ce système, qui est tout sauf équitable, pourrait être qualifié d'inconstitutionnel dans la plupart des pays démocratiques, ainsi que je le montrerai plus loin.

Mais d'abord, je voudrais évoquer quatre idées fausses très répandues sur l'argent.

Première idée fausse : il n'y a qu'un seul type de croissance.

Eh bien non, il y en a de très différents. La croissance naturelle, celle des organismes vivants, de notre corps par exemple, courbe A, est d'abord très rapide, puis ralentit, et s'arrête lorsqu'une taille optimale est atteinte.

La croissance mécanique ou linéaire est davantage un modèle mathématique qu'une chose qu'on trouve dans la nature.

Enfin la croissance exponentielle - l'opposé de la courbe A - se manifeste parfois dans la nature, lors d'une maladie comme le cancer p.ex., qui grandit d'abord lentement puis de plus en plus vite. La croissance exponentielle s'achève en général avec la mort.

Comment fonctionnent les intérêts composés ? Si vous mettez 1000 euros sur un compte d'épargne à 3 % d'intérêt (dessiner ligne 1000), au bout d'un an vous avez 1030 euros, sur lesquels vous percevez 3 % d'intérêt et ainsi de suite, ce qui fait qu'au bout de 24 ans, la somme aura doublé (ligne 2000). À 6 % d'intérêt, il suffit de 12 ans, et à 12 %, de 6 ans. Croissance exponentielle.

À ce rythme là, comme le rapportait déjà Pierre-Joseph Proudhon à qui nous reviendrons plus loin, un centime investi en l'an 0 à 4% d'intérêts composés, aurait permis d'acheter en 1750, une boule d'or égale au poids de la terre. En 1990 = 8000 boules. À 5% d'intérêt, ce seraient non pas 8000, mais 2000 milliards de boules. Ceci pour dire l'importance que peut représenter 1% d'intérêt. Pourquoi on n'en est jamais arrivé là, tout simplement parce que les guerres et les révolutions ont régulièrement remis les compteurs à zéro. Une méthode qui devient de plus en plus hasardeuse avec les technologies d'armement actuelles.

Le seul moyen qu'on a trouvé aujourd'hui de faire face aux intérêts galopants, c'est de fouetter la croissance économique pour qu'elle galope derrière. Mais la croissance elle aussi suit cette courbe fatale, puisqu'un pourcentage stable de croissance s'applique à une masse de plus en plus grande. Peu de gens se rendent compte que 2,5% de croissance dans les années 80 p.ex. étaient égales à 10 % de croissance dans les années 50, et aujourd'hui je ne sais pas où on en est... En bref, ça nous laisse le choix entre cataclysme économique ou catastrophe écologique. Nous sommes tellement familiers du schéma de croissance naturelle, qui tend vers la stabilité, que nous avons du mal à saisir l'impact d'un schéma de croissance exponentielle. En somme, les intérêts se comportent comme un cancer au sein de la structure sociale.

2e idée fautive : on ne paie des intérêts que lorsqu'on emprunte de l'argent...

Voilà une autre raison pour laquelle il nous est difficile de comprendre le véritable impact du mécanisme des intérêts : il fonctionne de manière insidieuse. Beaucoup de gens croient qu'il suffit de ne pas emprunter pour ne pas être touché par le problème. La fig 3 nous montre que c'est faux, puisque les intérêts sont inclus dans chaque prix que nous payons. Le montant varie en fonction du rapport coût du capital / coût de la main d'oeuvre. Voici des exemples tirés de statistiques concernant le secteur public allemand dans les années 80.

Coût du ramassage des ordures, particulièrement coûteux en main d'oeuvre : 12 % (1/8 de camembert) ; de la distribution de l'eau potable : 38 % (1/3) ; du traitement des eaux usées : 47 % ; enfin, le loyer d'un logement social est composé à 77 % du coût des intérêts du capital.

Même jeu dans le privé. En moyenne, plus de 30 % des prix de nos biens et services sont constitués des intérêts du capital.

3e idée fautive : puisque les intérêts sont inclus dans tous les prix, nous sommes tous pareillement affectés par eux...

faux, bien sûr. Si on coupe la population en 10 groupes d'habitants égaux en nombre et répartis selon leurs revenus, le 1er groupe paie 5x plus qu'il ne reçoit, le 5e groupe, donc les classes moyennes, paient encore 3x plus, le 9e groupe est à peu près équilibré, et le 10 reçoit 2 fois plus qu'il ne paie. Si on recoupait ce groupe en dix, le dernier % recevrait 30x plus, là il me faudrait une échelle pour vous le dessiner - on retrouve le schéma exponentiel.

En d'autres termes, nous faisons face un mécanisme de redistribution du bas vers le haut qui détourne l'argent de ceux qui n'en ont pas assez vers ceux qui en ont trop. Voilà pourquoi les riches s'enrichissent pendant que les pauvres s'appauvrissent. En Allemagne, c'est aujourd'hui un milliard d'euros par jour, soutiré à ceux qui travaillent et reversé à ceux qui détiennent le

capital. En 1988 déjà, la moitié de la richesse allemande était entre les mains de 4% de la population, les autres 96% se partageant le reste.

Faut-il encore prouver l'absurdité d'un système qui prive d'abord les gens de leur juste part du gâteau, pour ensuite leur en reverser une partie sous forme d'allocations, par des procédures aussi bureaucratiques qu'inefficaces ? Si la raison d'être d'une constitution est de garantir à chaque citoyen un accès égal aux services publics - et le système monétaire doit être considéré comme un service public - alors un système dans lequel une minorité de la population reçoit continuellement ce que paie la majorité, devrait être considéré comme illégal.

Maintenant, c'est sûr qu'il faudra du courage à n'importe quel gouvernement pour admettre qu'un système si inégalitaire ait pu être toléré jusqu'ici. Alors on continue de traiter les symptômes. Mais face à la dégradation exponentielle de la situation, les politiques se battent dos au mur, avec de moins en moins de marge de manœuvre. Ce qui nous sauve provisoirement, c'est qu'il y a toujours plus mal loti que nous à exploiter. Chaque jour, les pays du Tiers-Monde paient au monde industrialisé 300 millions de dollars d'intérêts - c'est à dire deux fois le montant de "l'aide au développement" que nous leur accordons ! Ces pays écrasés par la dette n'ont pas d'autre choix que de piller leurs réserves naturelles jusqu'à épuisement, jusqu'à désertification complète, pour servir la dette - ainsi crise économique et crise écologique sont de plus en plus liées. Selon un rapport de l'UNO, "les inégalités constituent le principal problème écologique de la planète."

Et cette minorité de privilégiés, que fait-elle avec tout l'argent qui lui tombe dessus à longueur de journée ? Elle ne sait pas quoi en faire. Cet argent alimente les marchés de capitaux spéculatifs, eux aussi en croissance exponentielle. Et - autre effet collatéral du système - cet argent concentré entre des mains de moins en moins nombreuses, crée une demande pressante d'investissements de plus en plus lourds : centrales nucléaires, barrages géants, armements - sachant que la course à l'armement offre des possibilités de développement presque infinies et que les profits du complexe militaro-industriel sont plus élevés que n'importe quel secteur civil de l'économie. Alors que des millions d'innovations sensées, écologiques ou autres, ne se réalisent pas, parce qu'elles ne présentent pas un rendement suffisant, alors que dans un système sans intérêts elles seraient rentables.

4e idée fausse : l'inflation fait partie intégrante de l'économie de marché

bp de gens croient que le fait que tout devienne toujours plus cher soit inévitable - mais si on regarde tous les facteurs d'inflation, de l'augmentation des salaires au volume des crédits bancaires, le facteur qui a monté le plus en flèche au cours des dernières décennies, c'est le poids des intérêts payés par les états - la tendance est claire : la dette des états dépassera tôt ou tard leurs recettes. L'inflation est l'autre possibilité, à côté de la croissance, par laquelle les gouvernements tentent de ralentir ce processus de surendettement. Manifestement, plus le fossé s'élargit entre le revenu et la dette, plus il est nécessaire que l'inflation augmente. Un cercle vicieux avec un effet d'accélération et d'escalade.

En somme, que nous considérions l'inflation, la justice sociale ou les conséquences sur l'environnement, il serait logique de remplacer ce système vicieux par un autre plus adapté.

chapitre deux : créer une monnaie sans inflations et sans intérêts

ici margrit kennedy introduit l'oeuvre du pionnier des théories de monnaie fondante, Silvio Gesell (écrire), un négociant germano-belge qui à la fin du 19e siècle a fait une petite fortune dans le commerce international, donc on peut supposer qu'il savait de quoi il parlait. son oeuvre maîtresse, "l'ordre économique naturel" (écrire), a paru en 1916 - et je vais de nouveau quitter ce petit livre pour vous citer Gesell dans le texte.

D'abord je vais vous écrire la phrase la plus belle du livre : "La vérité est paresseuse comme le crocodile dans le limon du Nil éternel : pour elle, le temps ne compte pas."

Gesell

"La monnaie n'a-t-elle pas été créée pour assurer les échanges ? Et l'on voudrait permettre aux profiteurs de toutes sortes de l'utiliser à d'autres fins ? L'argent serait un capital ! L'argent ne peut être un capital qu'au dépens des marchandises, donc des producteurs, puisque c'est sur eux que l'argent prélève la plus-value qui fait de lui un capital.

L'argent doit être un moyen de passage. Une route, et non une barrière. L'État émet de la monnaie pour l'échange des produits, comme il construit des routes pour le transport des marchandises. Il ne permet pas qu'on embouteille la voie publique, il doit donc interdire aussi la rétention monétaire.

Lorsqu'un producteur se borne à vendre sans acheter à son tour, l'échange n'est pas terminé. Il reste sur le marché quelqu'un qui attend. Celui qui hésite à acheter empêche nécessairement un autre de vendre.

Pourquoi en a-t-il les moyens ?

Parce que notre bonne vieille monnaie a sur les produits cet avantage d'être impérissable. Les pommes de terres pourrissent, le verre se brise, et le journal du soir ne vaut plus rien au lendemain matin. Les producteurs de marchandises sont toujours pressés, tandis que celui qui détient l'argent dispose d'un temps illimité. Le capitaliste profite de cet état de fait pour forcer les producteurs à vendre leurs produits au-dessous du prix réel.

Le droit de toucher des intérêts, autrement dit, le droit d'interrompre les échanges par la rétention de l'argent, est incompatible avec la notion de monnaie comme moyen d'échange.

Pourquoi avons-nous trop peu de maisons ? Pourquoi tant de chômage ? Parce que l'argent ne tolère pas qu'on en construise, ni qu'on embauche davantage ! Il va de soi que dans le système actuel, les possesseurs d'argent ne le prêteront pas pour des constructions ni pour des entreprises qui ne rapportent pas d'intérêt. Or, si l'offre de logements est trop élevée, les loyers baissent, et tôt ou tard les constructeurs ne sont plus en mesure de payer l'intérêt. Si le plein emploi fait monter les salaires, le patron n'a plus les moyens de servir le capital. L'argent se met alors en grève. Les ouvriers sont licenciés. La crise se déclenche. Elle durera jusqu'à ce que la rareté revienne et que le capital retrouve son rendement habituel.

Tout le capital dit "réel", les maisons, les usines, les navires, consiste certes en objets réels et tangibles, mais en tant que capitaux, ils ne sont pas réels. Retirez à l'argent le droit d'interdire au peuple de construire de nouvelles maisons, rompez la digue que l'argent dresse entre le travail et les masses ouvrières, et l'offre augmentera jusqu'à dépouiller tous les biens de leur propriété de capital.

C'est inouï. C'est paradoxal. Il faut être sûr de ce qu'on affirme, pour oser dire, devant ces immeubles, ces fabriques, ces théâtres, ces installations électriques, ces chemins de fer, devant cette mer immense et insondable que l'on contemple, par exemple, des hauteurs du Kreuzberg à Berlin, que tout cela n'est du capital, ne doit l'être, que parce que l'argent actuel est du capital !

Je l'affirme.

Pour admettre l'invraisemblable, il faut songer aux crises innombrables que l'argent a causées. Ces milliards et milliards de capital réel que, durant des siècles, le chômage forcé a empêchés de naître expliquent l'inexplicable.

Pour le dire avec Pierre-Joseph Proudhon: l'argent est une sentinelle postée à l'entrée du marché. Vous dites que c'est la clé de l'échange ; erreur : c'en est le verrou.

Telle qu'il est émis et administré par l'État, l'argent crée la masse des sans-travail et des sans-abri, le prolétariat, sans lequel l'usine et la maison ne constitueraient pas du capital. Les intérêts créent le prolétariat, parce qu'ils empêchent le peuple de créer ses biens propres, comme le fermage empêche les paysans d'acheter la terre qu'ils cultivent.

Comme disait encore Proudhon : "La réciprocité est la formule de la justice. Fais à autrui ce que tu veux qu'on te fasse ; ou encore, dit dans le langage de l'économie : échangez vos produits les uns contre les autres. Donnez à l'organisme social une circulation complète, et la solidarité humaine sera introduite."

C'est certain. Mais comment y parvenir ?

La proposition de Proudhon fut d'élever le travail et son produit la marchandise, au rang de la monnaie. Il fonda les banques de troc. Comme chacun le sait, ce fut un échec.

Comment arriver à ce que l'épargnant, au lieu d'emplir sa cassette d'argent, y fourre de la paille, des livres, du lard, de l'huile, de la dynamite, des porcelaines ? C'est ce que Proudhon prétendait réaliser lorsqu'il voulait placer sur un pied d'égalité les marchandises et l'argent.

Ne nous en prenons pas aux marchandises : elles forment le monde, auquel le reste doit s'adapter. Examinons plutôt la monnaie. Faut-il qu'elle soit telle qu'elle est ? Faut-il qu'elle soit meilleure que les marchandises dont elle doit faciliter l'échange ?

Si l'on veut que l'argent cesse de faire peser son joug sur les marchandises, il faudra lui ôter sa supériorité. Il faudra que comme elles, il rouille, moisisse, se gâte, se corrode ; qu'il tombe malade, s'échappe, et lorsqu'il crève, que les frais d'équarrissement incombent au propriétaire.

Il faut faire subir à l'argent une perte continue, égale à celle que subissent les marchandises si personne ne les achète. Alors, et alors seulement, nous pourrions dire : argent et travail sont égaux.

Nous déciderons-nous ? Briserons-nous les chaînes que nous traînons comme vendeurs ; les briserons-nous en renonçant, en tant qu'acheteurs, au privilège de tyranniser nos concitoyens ? Si oui, examinons de plus près la proposition bouleversante de la demande obligatoire.

Qu'est-ce que la monnaie franche ?

Comme l'Etat prélève des impôts pour construire des routes, il prélèvera désormais un droit annuel de 6% sur l'usage de l'argent qu'il imprime à ses frais.

La monnaie franche est émise en billets de 1, 50, 100, 500, 1000 unités. La petite monnaie est constituée par des timbres adhésifs analogues aux timbres-poste. On détache de leur feuille la quantité nécessaire de timbres-monnaie. Mais ces timbres servent à autre chose : La valeur de chaque billet diminue périodiquement, à raison de 6% par an, au détriment du détenteur, qui est tenu de parfaire la somme initiale en appliquant sur son billet, à chaque premier du mois, un nouveau timbre-monnaie. Au bout d'un an le billet est échangé à la banque.

Ces billets-ci, par exemple, sont valables jusqu'à fin mars 1989 en France et dans les colonies françaises. Celui qui le recevra cherchera évidemment à s'en débarrasser le plus vite possible, afin d'éviter la perte périodique. Le circulation monétaire subit donc une pression : chacun paie comptant, et s'empresse de verser ce qui lui reste à la caisse d'épargne, qui à son tour cherchera à prêter cet argent au plus vite, même sans intérêt, à défaut de quoi elle paiera le prochain timbre.

C'est tout.

L'argent circulera, sa masse sera facile à réguler, et par un travail désormais affranchi des crises, il ne faudra pas longtemps aux travailleurs pour provoquer un tel renversement de la situation économique, que la plus-value aura disparu complètement et que la totalité des échanges s'effectuera alors sans aucune charge d'intérêt. La propriété individuelle des moyens de production n'offrira alors pas plus d'avantages que celle d'une tirelire : le propriétaire d'une tirelire n'y puise ni plus-value, ni intérêts ; il se contente d'en retirer peu à peu ce qu'il y a mis.

Si l'on refuse de contraindre l'argent à circuler, il est impossible de sortir du chaos actuel, dans lequel une seule loi subsiste : celle qui subordonne la circulation monétaire au prélèvement d'un tribut, et qui fait que l'économie privée retire l'argent du marché dès qu'il y manque, pour le restituer quand il surabonde.

La richesse comme la pauvreté sont des situations qui ne devraient pas exister dans un État ordonné. Avant que nous n'ayons enterré le dernier prolétaire à côté du dernier rentier, il n'y aura pas de paix, ni au foyer, ni dans la commune, ni dans l'État, ni entre les peuples."

...

Kennedy compare ce renversement proposé par Gesell à une révolution copernicienne - c'est à dire qu'aujourd'hui on fait circuler le travail autour de l'argent comme, il n'y a pas si longtemps encore, on croyait que le soleil tournait autour de la terre. Mettre le capital au service du travail remettrait sur ses pieds notre économie qui marche actuellement sur la tête.

Chapitre trois : Les premières expériences pilotes

au cours des années 30 et dans le contexte de la grande crise, les partisans du mouvement d'économie libre impulsé par Gesell, ont eu de nombreuses occasions pour tenter de mettre leurs idées en pratique et en prouver l'efficacité. Il y a eu des expérimentations, à échelle locale, en Allemagne, en France, en Espagne, aux États-Unis... un des exemples les plus célèbres est celui de la ville de Wörgl en Autriche

en 1932, il y avait 60% de chômage... le maire de la ville a réussi à convaincre les commerçants et les administrations qu'ils avaient tout à gagner de tenter l'expérience. Le conseil municipal émit 32 000 "shillings libres" couverts en banque par la même somme en shillings autrichiens ordinaires, mais qui fonctionnait avec le système des timbres de Gesell. La ville a financé avec des travaux publics - les ouvriers les redistribuaient aux commerçants, etc. et les habitants pouvaient payer leurs impôts locaux avec - tout le monde payait même en avance pour échapper à la taxe. En l'espace d'un an, les shillings ordinaires en circulation à Wörgl avaient changé de main 21 fois, et les shillings libres 463 fois, créant de la sorte des biens et des services d'une valeur de près de 15 millions de shillings. Le chômage fut résorbé en bonne partie... lorsque plus d'une centaine de communes autrichiennes envisagèrent l'adoption du modèle, la banque nationale d'Autriche considéra qu'il y avait atteint à son monopole et a fait interdire l'émission de monnaies locales.

mêmes résultats dans les années 50 dans deux petites villes françaises - partout le mouvement a été stoppé par les banques nationales

- Le mouvement le plus large de monnaie parallèle : celui des crédits pendant la crise en Argentine, au début de notre millénaire - victime de son succès, car soumis à falsification à grande échelle.

Mais il y a d'autres expériences probantes :

- WIR suisse : depuis 1934, a fortement contribué à la légendaire stabilité de l'économie suisse
- banques coopératives JAK en Suède, Danemark (dp années 30) -
- système des SEL (pas d'intérêts ni positifs ni négatifs - souvent l'absence de taxe de liquidités entrave leur développement, bp de réseaux ont du mal à se développer parce que trop de membres épargnent trop - une solution serait d'intégrer dans les SEL un service bancaire (donc

combiner SEL et JAK) - les membres en surplus pourraient gratuitement prêter leurs unités à ceux qui en ont besoin, et les récupérer entiers à terme)
 tout comme dans le cas de Wörgl, les deux systèmes monétaires pourraient coexister, ce qui permettrait de commencer à échelle locale.
 Et depuis quelques années, les monnaies locales prolifèrent de plus belle - je me borne ici à renvoyer à cette récente parution de Margrit Kennedy avec Bernard Lietaer : Monnaies régionales.

Aujourd'hui le système de monnaie fondante est beaucoup plus simple à mettre en oeuvre qu'avec ces timbres, puisque la très grande majorité de l'argent n'a plus de forme matérielle - il suffit de taxer les comptes courants.

On peut alors éviter toute inflation, en ajustant précisément le volume d'argent en circulation à la quantité nécessaire pour gérer toutes les transactions. Et l'argent suit un schéma de "croissance naturelle" et non plus exponentielle.

Réforme foncière

Cependant, si cette réforme devait être mise en oeuvre à grande échelle, il faudra y associer une réforme foncière, pour éviter que tout l'argent en excédent s'engouffre dans la spéculation foncière, le majeur domaine de la spéculation après la spéculation monétaire.

La nécessité d'une réforme foncière occupe également la moitié du livre de Silvio Gesell, qui parle de sol franc, en même temps que de monnaie franche - mais restons avec Margrit Kennedy...

La terre, comme l'eau, comme l'air, est indispensable à notre vie. Comment peut-on la posséder, la vendre, spéculer avec ? En Allemagne, entre 1950 et 1980 seulement, le prix du sol avait augmenté 3 fois plus que les salaires, donc les gens devaient travailler 3 fois plus pour acquérir un terrain qu'en 1950...

La terre devrait appartenir à la communauté et ensuite être louée à tous ceux qui l'utilisent pour leurs besoins.

Cette combinaison de l'utilisation privée avec la propriété collective allierait les avantages du libéralisme à ceux du communisme...

Concrètement : les communes rachètent en bloc toutes leurs terres et les louent ensuite à bail à tous leurs habitants. Les pays dotés d'une constitution progressiste n'auraient aucune difficulté légale à le faire. Une possibilité plus douce, sur le long terme serait que la commune prélève une taxe de 3% sur toute terre privée, et utilise cet argent pour préempter et acheter les terres mises en vente. Au bout de 30 ans elle aura pu racheter toutes ses terres, et celles restantes seront expropriées avec indemnisation. Les propriétaires ne voulant pas payer la redevance pourront céder immédiatement et gratuitement leur propriété à la commune en échange du droit de l'utiliser gratuitement pendant 33 ans, après quoi ils paieraient un loyer comme tout le monde.

Cette législation aurait pour effet immédiat de mettre un terme à la spéculation foncière...

Les locataires bénéficieront de toutes les garanties actuelles sur les baux héréditaires, ils pourront construire sur les terres louées, vendre les maisons, les louer ou les léguer...

Réforme fiscale

il faudra également adjoindre à la réforme monétaire, une réforme fiscale écologique, sans quoi le boom économique suite à l'introduction de la monnaie franche pourrait avoir de graves conséquences sur l'environnement. La proposition de Kennedy, ici, c'est d'abolir entièrement l'impôt sur le revenu, et de taxer en revanche fortement les produits du travail, de relever donc la TVA, jusqu'à 50%, mais échelonnée en fonction du coût écologique de chaque produit.

Qu'est-ce que ça changerait ? C'est qu'aujourd'hui, la petite industrie, l'artisanat etc. est en voie de disparition à cause du coût élevé de la main d'oeuvre, puisque le travail des humains est taxé, mais non le travail des machines. Aujourd'hui quand un ouvrier est remplacé par une machine, la communauté perd doublement, premièrement elle perd l'impôt sur le revenu et deuxièmement elle paie du chômage. Si les produits étaient taxés à la place de la main d'oeuvre...

vre, il serait beaucoup plus facile d'embaucher, et il deviendrait de nouveau moins cher de réparer des choses que de les jeter et d'acheter du neuf - une urgence écologique.

Précisons également, avec Margrit Kennedy qui n'est pas une adepte de la solution miracle, que ces trois réformes - monétaire, foncière, fiscale, constituent seulement une petite partie des changements globaux nécessaires à notre survie sur cette planète.

Je voudrais finir en vous lisant une lettre ouverte que Silvio Gesell a fait paraître en 1918 dans le journal berlinois Zeitung am Mittag...

"En dépit de la promesse sacrée des peuples de bannir la guerre une fois pour toutes, en dépit du cri de ces millions de gens : "plus jamais la guerre", en dépit des espoirs d'un avenir meilleur, il me faut affirmer ceci : si le système monétaire actuel, fondé sur les intérêts simples et composés, reste en vigueur, il ne se passera pas plus de 25 ans avant que nous ne subissions une nouvelle guerre, bien plus terrible encore. Je peux prédire précisément les événements qui nous attendent. Le niveau actuel de développement technologique débouchera rapidement sur des performances industrielles exceptionnelles. L'accroissement du capital sera rapide malgré les énormes pertes causées par la guerre et cette surabondance fera baisser les taux d'intérêt. L'argent sera alors thésaurisé. L'activité économique ralentira et un nombre croissant de personnes sans travail seront jetées à la rue. Au sein des masses mécontentes naîtront des idées sauvages et révolutionnaires, et nous assisterons de nouveau à la prolifération de cette plante vénéneuse, l'ultranationalisme. L'incompréhension sera générale, ce qui ne pourra que déboucher sur une nouvelle guerre."